



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
de la Citoyenneté, de la Légalité
et de l'Environnement**

Marseille, le **10 MARS 2025**

**Arrêté n° 2025 – 52 MD
portant mise en demeure
à l'encontre de la société KEM ONE
concernant
l'exploitation de ses installations
sur la commune de Martigues-Lavéra**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et L. 511-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 juin 1963 autorisant l'exploitation d'unités de fabrication et de stockage de chlore, hydrogène, eau de javel et soude caustique sur la commune de Martigues-Lavéra, et les différents arrêtés préfectoraux pris depuis ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 329-2012 CE du 26 juin 2012 portant changement d'exploitant au profit de la Société DIFI7 devenue KEM ONE des installations de production de chlore et de chlorure de vinyle monomère précédemment exploitées par la société ARKEMA France sur la commune de Martigues Lavéra ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008 autorisant l'usine Arkema, à étendre l'atelier de chlorure de vinyle monomère (CVM), sur le site de Martigues-Lavéra ;

Vu le règlement (UE) n° 2024/573 du parlement européen et du conseil du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, modifiant la directive (UE) 2019/1937 et abrogeant le règlement (UE) n° 517/2014 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés ;

Vu le rapport de l'Inspection de l'environnement en charge des installations classées en date du 14 décembre 2024 ;

Vu la transmission du 13 janvier 2025 au titre de la procédure contradictoire ;

Considérant que l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 100-2005 A du 31 mars 2008 impose à l'exploitant de prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ;

Considérant que l'alinéa 3 de l'article 4 du règlement (UE) n° 2024/573 précise que les exploitants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter le rejet accidentel (ci-après dénommé «fuite») de ces gaz et prennent toutes les mesures techniquement et économiquement possibles afin de réduire au minimum les fuites de gaz à effet de serre fluorés ;

Considérant les émissions annuelles d'hydrofluorocarbures (HFC) dans l'atmosphère déclarées par l'exploitant, et notamment 11,2 tonnes en 2021 et 13,1 tonnes en 2022 du fluide de type HFC, liées à des fuites non maîtrisées au niveau des groupes froids de ses installations ;

Considérant la rupture d'un piquage ayant entraîné la fuite non maîtrisée de 15 tonnes de fluides HFC le 3 janvier 2023 ;

Considérant l'impact substantiel de l'émission des gaz de type HFC sur le réchauffement climatique, du fait de leurs PRP (Potentiel de Réchauffement Planétaire) qui équivalent jusqu'à environ 4000 fois celui du CO2.

Considérant que sur la seule année 2022, les 13,1 tonnes de fluides HFC émis dans l'atmosphère sont équivalentes à 51 500 tonnes de CO2 émis. A titre de comparaison, une tonne de CO2 équivalent correspond à l'émission d'un aller-retour Paris/New-York en avion pour une personne (source : <https://eco-calculateur.aviation-civile.gouv.fr/>) ;

Considérant que l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a pu constater, à l'occasion de la visite d'inspection du 14 mars 2024 que toutes les dispositions susvisées n'ont pas été prises par l'exploitant pour détecter et traiter efficacement les fuites survenues sur les équipements ;

Considérant que le non-respect des dispositions du règlement (UE) n°2024/573 et de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés par la société KEM ONE constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008 ;

Considérant que le non-respect de ces dispositions est susceptible d'entraîner des risques ou inconvénients vis-à-vis de l'environnement, de la santé et de la salubrité publique ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société KEM ONE de respecter les prescriptions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2008, à savoir dans le cas particulier, respecter les dispositions du règlement européen n°2024/573 et de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés susvisée afin d'assurer la protection des intérêts visés aux articles L.211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant n'a pas déclaré à l'inspection des installations classées les fuites de fluides frigorigènes de ses équipements, contrairement à l'article R.512-69 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1

La Société KEM ONE (désignée ci-après par l'exploitant) dont le siège social est situé 19 rue Jacqueline Auriol – 69008 LYON Cedex, est mise en demeure, pour l'établissement qu'elle exploite à Martigues – Lavéra, de respecter les prescriptions de l'article R.512-69 du code de l'environnement sous un délai de 7 jours.

Article 2

L'exploitant de l'établissement situé à Martigues – Lavéra est mis en demeure, de respecter les prescriptions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 100-2005 A du 31 mars 2008 sous un délai de 3 mois :

" L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments. "

Article 3

Pour satisfaire aux dispositions de l'article 2, l'exploitant de l'établissement situé à Martigues – Lavéra, doit notamment respecter les prescriptions détaillées au présent article :

	Prescriptions
3.1	L'exploitant d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés prend des précautions pour éviter le rejet accidentel (ci-après dénommé « fuite ») de ces gaz. Il prend toutes les mesures techniquement et économiquement possibles afin de réduire au minimum les fuites de gaz à effet de serre fluorés.
3.2	<p>Les équipements de réfrigération qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 sont équipés d'un système permanent de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>Les méthodes de mesures directes pouvant être utilisées pour la recherche de fuites sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">– déplacement d'un détecteur mesureur ou d'un détecteur électronique en tout point de l'équipement présentant un risque de fuite. Le détecteur est adapté au fluide frigorigène contenu dans l'équipement à contrôler ;– application d'un produit moussant ou d'eau savonneuse à condition que l'ensemble des éléments de l'équipement soit accessible ;– introduction d'un fluide fluorescent dans le circuit pour repérage à la lampe UV. <p>Si la configuration de l'équipement ne permet pas d'avoir accès à l'ensemble des points pouvant présenter un risque de fuite, une méthode permettant d'obtenir une efficacité équivalente sur la détection de défaillance du confinement est mise en place. A titre d'illustration, la mise en œuvre des méthodes prévues dans la norme NF EN 378-2 (version de 2017) répond aux exigences du présent paragraphe.</p> <p>Le seuil de détection des détecteurs mentionnés au deuxième alinéa du présent article est inférieur ou égal à cinq grammes par an à la pression de service. Ce seuil de détection</p>

est vérifié au moins une fois tous les douze mois en suivant un protocole représentatif de l'ensemble des situations de détection raisonnablement prévisibles sur les sites d'utilisation y compris les cas de présence de gaz interférents, en utilisation statique et en utilisation dynamique. A titre d'illustration, la mise en œuvre du protocole prévu au chapitre 11 de la norme NF EN 14624 (version de 2012) répond aux exigences du présent paragraphe.

La méthode de chute de pression à l'azote est menée pendant une durée appropriée pour la taille de l'équipement à contrôler, en choisissant des temps de stabilisation avant mesures et un nombre de mesures permettant de détecter une chute de pression caractéristique des fuites à rechercher. A titre d'illustration, l'utilisation de la méthode décrite au chapitre 7 de la norme NF EN 13184 (version de 2004) répond aux exigences du présent paragraphe.

Une méthode de détection de fuite par mesure indirecte repose sur l'analyse d'au moins un des paramètres suivants :

- a) La pression ;
- b) La température ;
- c) Le courant du compresseur ;
- d) Les niveaux de liquides ;
- e) Le volume de la quantité rechargée.

I - Le système permanent de détection de fuite (*NB : prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 et à l'article 6 du règlement (UE) n°2024/573*) est un système permanent de détection de fuite de HFC fondé sur une méthode de détection de fuite par mesure indirecte conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :

-50 grammes par heure ;

-10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.

II - Par exception au paragraphe I, lorsqu'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite (*NB : prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 et à l'article 6 du règlement (UE) n°2024/573*) est un système permanent de détection de fuite de HFC basé sur des méthodes directes conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :

-50 grammes par heure ;

-10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.

L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte.

L'implantation du système permanent de détection de fuite de HFC, basée sur des méthodes directes, résulte et est conforme aux préconisations d'une étude préalable. Cette étude est réalisée par une personne dûment qualifiée et indépendante du détenteur et de l'exploitant de l'équipement. Elle précise et justifie, notamment, le seuil de déclenchement de l'alarme.

III - Par exception aux paragraphes I et II, lorsqu'un système permanent de détection de

	<p>fuite respectant les dispositions des paragraphes I et II ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite (NB : prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 et à l'article 6 du règlement (UE) n°2024/573) est un système permanent de détection de fuites qui analyse au moins un des paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) La pression ; b) La température ; c) Le courant du compresseur ; d) Les niveaux de liquides ; e) Le volume de la quantité rechargée. <p>Le système permanent de détection de fuite est relié à une alarme informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté.</p> <p>L'exploitant prévoit des mesures correctives afin de détecter au plus vite et limiter les fuites.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions prévues au I et II du présent article ainsi que les mesures correctives qu'il met en œuvre afin de détecter au plus vite et limiter les fuites.</p> <p>Une justification de la conformité des systèmes de détection de fuites des équipements de l'exploitant aux dispositions de la présente prescription 3.2, devra être produite par un opérateur attesté ou un organisme habilité à délivrer des attestations de capacité pour les fluides frigorigènes.</p>
3.3	<p>Les systèmes permanents de détection de fuite sont vérifiés au moins une fois tous les douze mois afin de garantir l'exactitude des informations fournies. L'exploitant de l'équipement tient à jour un registre. Ce registre précise les fluides pour lesquels le système permanent de détection est adapté, la liste des opérations d'entretien destinées à le maintenir en bon fonctionnement, le résultat des vérifications réalisées et, le cas échéant, les actions correctives à réaliser.</p>
3.4	<p>Toute présomption de fuite de fluide frigorigène donne lieu à une recherche de fuite par méthode de mesures directes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -dans un délai de douze heures si la charge de l'équipement est supérieure ou égale à 500 tonnes équivalent CO₂ ; -dans un délai de vingt-quatre heures dans les autres cas.

Article 4

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 3 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai indiqué ci-dessus.

Article 6

Le présent arrêté sera notifié à la société KEM ONE et publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône.


Article 7

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture,
- Monsieur le maire de Martigues,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

et toutes autorités de police et de gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Frédéric POISOT